

Les affaires extérieures au Parlement

DÉCLARATIONS SUR LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

Sous cette rubrique sont reproduites quelques-unes des déclarations faites au sujet des affaires extérieures par des membres du Cabinet ou par leurs adjoints parlementaires. Il ne s'agit pas d'un compte rendu de tous les débats auxquels les affaires extérieures ont donné lieu au cours du mois

La Conférence de White-Sulphur-Springs

A la Chambre des communes, le 9 avril, le Premier ministre, M. St-Laurent, a fait la déclaration suivante sur sa visite à White-Sulphur-Springs:

Cette rencontre a eu lieu à White-Sulphur-Springs, les 26 et 27 mars, entre les chefs des Gouvernements des États-Unis, du Mexique et du Canada. L'hôte était le Président des États-Unis, qui, dans son invitation et par la suite, avait souligné que la réunion n'aurait ni caractère officiel ni programme, qu'elle visait seulement à faciliter les échanges de vues sur des questions d'intérêt mutuel et à permettre à ces chefs de gouvernement de se mieux connaître.

Étant donné le caractère de la réunion, nous n'en sommes venus à aucune décision; aucune, du reste, n'en était attendue. Cependant, pour ma part, j'ai trouvé à la fois utile et agréable de pouvoir discuter ainsi sans formalités les affaires internationales courantes avec le Président des États-Unis et celui du Mexique. J'ai eu aussi l'occasion de m'entretenir avec le Président Eisenhower et M. Dulles d'une ou deux questions intéressant tout particulièrement le Canada et les États-Unis.

Aucune divergence de vues

La discussion générale a porté surtout sur le rapport détaillé que M. Dulles a présenté de sa récente visite en Asie. Les journaux ont déclaré que les entretiens qui ont suivi ont révélé une nette divergence de vues entre les États-Unis et le Canada à propos de la Chine communiste. Les rapports en ce sens sont sans fondement. Il est parfaitement vrai que le Président Eisenhower et M. Dulles ont tous deux exposé très franchement les raisons pour lesquelles, dans les circonstances actuelles, la reconnaissance du Gouvernement communiste de Pékin ne pouvait être envisagée et pour lesquelles ils estiment devoir continuer d'appuyer le Gouvernement de Tchang Kai-shek. Toutefois il n'a été rien dit de l'attitude du Canada qui puisse laisser supposer la moindre modification par rapport à celle dont a fait part à la Chambre le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Pearson) le 31 janvier, ni du point de vue de la reconnaissance, ni de celui des îles Quemoy et Matsu au large de la côte chinoise.

Chacun des deux gouvernements est parfaitement au courant de l'attitude de l'autre. Il en était d'ailleurs ainsi avant la réunion de White-Sulphur-Springs. Il est cependant vrai et on l'a reconnu à notre récente rencontre, que de nombreux pays ont reconnu le régime de Pékin et que cela a provoqué un problème: qui doit, en effet, représenter la Chine aux Nations Unies? C'est un problème dont on peut s'attendre qu'il devienne plus aigu avec le temps.

Il a été largement question de la situation au Moyen-Orient, dont tous admettaient la gravité, cela va de soi. Il fut convenu que, encore qu'il faille